Europe et politique sociale : l'Europe est au centre de la Suisse

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **40 (2003)**

Heft 1578

PDF erstellt am: **10.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1021566

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'Europe est au centre de la Suisse

Seule une politique réformiste et européenne peut consolider les assurances sociales et garantir la cohésion et la solidarité nationale. Face au front du refus conduit par l'UDC, un accord est possible entre les socialistes et la droite modérée.

Imaginons un regroupement qui irait de la gauche au centre, celui d'une partie du PDC et d'une frange des radicaux. Imaginons que ce regroupement se donne des orientations communes - plus souples qu'un programme - quel serait le point de convergence ? Réponse : l'Europe. C'est un paradoxe parce que jamais l'opinion n'a été aussi éloignée d'une volonté d'adhésion. Nous l'avons dit avant le 19 octobre, les résultats des votations l'ont confirmé. Mais le problème n'est pas de savoir quand le Conseil fédéral va réactiver la demande d'adhésion, quand il commandera un nouveau rapport de la série «avantages et inconvénients de l'Union», quand sera créée une grande commission politique, économique, culturelle qui débatte de la problématique européenne, comme le demande le parti socialiste, quand sera mis sur pied, plus scientifique, un observatoire européen. L'enjeu, ce n'est pas la demande d'adhésion, décongelée ou non, c'est l'orientation donnée aux grandes réformes à venir.

Sur le plan des symboles, l'entrée de Christoph Blocher au gouvernement signifierait, si elle avait lieu (peut-on espérer un sursaut ?), l'accès à la dignité gouvernementale de l'homme qui incarne le refus total et irréductible de tout rapprochement avec l'Union. La droite accepte ce tournant en comptant voir activée une politique libérale. A l'idée que puisse être à l'œuvre un «trio Couchepin, Steinegger, Blocher», le directeur de l'Union patronale suisse Peter Hasler salivait : «Ce serait probablement le plus fort Conseil fédéral que nous aurions jamais eu.» (*Der Bund* du 24 octobre).

A cette affirmation anti-européenne et libérale, il serait logique d'opposer une politique réformiste et européenne. Et dans l'immédiat, l'Europe est d'abord une référence pratique pour mener des réformes internes.

La coïncidence

La Suisse, comme tous les pays du continent, est confrontée à un rééquilibrage démographique : celui du vieillissement de la population, celui de la prolongation de la formation des jeunes, celui du coût des soins sanitaires, celui des nouvelles niches de pauvreté et de marginalité. C'est tout le problème des assurances sociales et, au-delà, de toute une conception du rôle de l'Etat et de la mutualité. Cette mutation a un coût très élevé. Ce coût, le courant libéral, et notamment l'UDC, le conteste idéologiquement, par anti-étatisme, et économiquement, par refus d'alourdir les prélèvements obligatoires qui pénaliseraient la capacité de concurrence. Ce coût, le courant réformiste tient à l'assumer parce qu'il va de la sécurité et de la dignité de tous. Ce qui implique matériellement la consolidation des assurances sociales et par là, un renforcement de la cohésion et de la solidarité nationale.

Or, l'Union européenne, en obligeant ses membres à appliquer un taux de TVA minimal de 15%, offre à la Suisse l'occasion de financer sa mutation, sans connaître les coupes que doivent s'infliger d'autres pays européens. Comment utiliser 7,4 points supplémentaires de TVA ? Pour quelles réformes prioritaires ? Comment tirer profit de cette coïncidence (divine coïncidence), celle des exigences de l'UE et celle de nos besoins internes.

Les pistes

La consolidation des assurances sociales s'impose en premier choix, y compris la mise sous toit de l'assurance maternité. Le report à 67 ans de l'âge de la retraite est une idée coup de sac dans le style de Pascal Couchepin, lancée dans le débat sans préparation et documentation. Elle doit être rejetée clairement.

Le deuxième chapitre est celui de la famille. En période préélectorale, et le PS et le PDC ont mis l'accent sur le soutien à la famille, mais avec des politiques totalement divergentes. Le PDC a défendu, au nom de la famille, des allégements fiscaux qui ne profitent pas aux familles les plus modestes ; l'idée de financer avec la même somme les primes d'assurance maladie des enfants n'a pas été retenue par lui. Un réexamen de la politique en faveur de la famille, traditionnelle ou monoparentale, est un point fort pour une action centre gauche.

Enfin, la fiscalité est étroitement liée au programme social. Une TVA à 15% s'ajoutant à la triple fiscalité directe, celle des cantons, des communes et de la Confédération, exige des allégements. Deux points de TVA au moins devraient être réservés à un allégement de l'impôt fédéral direct (IFD), conçu de telle manière qu'il bénéficie aussi à ceux qui n'y sont pas astreints, mais qui paient des impôts cantonaux et communaux lourds compte tenu de leurs revenus.

Une autre orientation est possible

Un contre-courant, un 20 octobre, peut s'organiser face au «trio Couchepin, Steinegger, Blocher» dont rêve le président des patrons suisses. Il faut lui donner une substance qui la rende crédible : elle sera européenne et sociale, contraignant les parlementaires mal profilés, ceux du marais, à se positionner clairement. Le parti socialiste peut faire des offres de discussion à ses partenaires, en acceptant de ne pas se limiter aux exigences de son propre programme, qui est sa référence, mais qu'il ne peut pas traduire politiquement seul. Un centre gauche est possible. Mais il faut passer de la théorie et de la caisse à sable à la pratique et aux manœuvres sur le terrain. *ag*

Sondages

Comme toute la presse, *24 heures* a fait un excellent travail autour des élections fédérales. Dommage de publier un sondage dénué de sens comme celui figurant dans l'édition du 25 octobre. Les sondés auraient voulu une députation vaudoise plus jeune, plus féminine et plus à gauche. Parmi les 200 personnes sondées, 94,1% affirment avoir voté, alors que la participation cantonale était de 42,7%. Ce sondage est-il représentatif de la population vaudoise ? A l'évidence non. Est-il même représentatif de ceux qui ont voté ? Pas davantage, car les opinions ne peuvent changer à ce point en une semaine. Les résultats ont-ils une signification ? Absolument aucune. Dans ce cas, pourquoi le publier ? Légèreté, insouciance, un trou à boucher… Certes, *24 heures* n'écrit pas que le sondage est représentatif. Mais cette désinvolture autour des «sondages» est hélas fréquente et pas seulement dans *24 heures*! *jg*